


COP26 : "Mettons fin au forage des énergies fossiles en mer!", l'appel de Marie Toussaint et d'ONG

🕒 15h53 , le 2 novembre 2021, modifié à 17h13 , le 2 novembre 2021

Par **Redaction JDD** 

L'eurodéputée écologiste Marie Toussaint et plusieurs ONG liées à la protection des océans appellent à mettre fin "au forage des énergies fossiles en mer".



Voici leur tribune : "Le 2 juillet 2021 les eaux de la baie de Campeche, dans le golfe du Mexique, ont pris feu. Cet effroyable épisode doit son origine à la rupture d'un gazoduc sous-marin sur la plateforme pétrolière Ku-Charly, exploitée par la compagnie mexicaine Pemex. Un accident qui souligne une fois encore le danger que fait peser sur la planète l'exploitation d'énergies fossiles en mer. Surtout, un accident qui est appelé à se reproduire alors que l'administration Biden vient d'autoriser l'exploitation de gaz et de pétrole sur 320.000 km² dans le Golfe du Mexique, au lendemain du passage dévastateur des ouragans Ida et Nora.

Pourtant, la science est claire : nous avons une décennie pour enrayer le dérèglement climatique et nous mettre en situation de respecter l'Accord de Paris visant à limiter le réchauffement à 1,5/2°C. Mais ce n'est pas tout, car nous vivons également la 6e extinction des espèces. Et parmi les urgences absolues figure la protection des océans. Selon l'UICN, environ 6% des poissons évalués, près de la moitié des requins et des raies, et 31% des oiseaux marins seraient menacés d'extinction. Alors que ceux-ci représentent plus de 90% de l'espace habitable sur la planète, et abritent quelques 250.000 espèces connues ainsi que des millions d'autres non-encore répertoriées, nos mers et océans subissent des chocs catastrophiques..

«L'urgence des urgences est de préserver les océans de cette exploitation destructrice»

Cette vie marine est essentielle à notre survie, celle de l'humanité mais aussi d'autres espèces, puisqu'elle fournit la moitié de l'oxygène que nous respirons. Les océans absorbent aussi environ 26% des émissions de dioxyde de carbone d'origine anthropique dans l'atmosphère chaque année, ils sont un véritable allié de la protection du climat. Ils sont aussi les premières victimes non humaines du dérèglement climatique, puisqu'en capturant ce surplus de carbone, les océans sont poussés au-delà de leurs capacités.

L'acidité des océans est l'une des sept limites planétaires définies par le Rockstrom Resilience Center, dont le dépassement met en risque la survie même de l'humanité. En capturant le carbone, les océans sont de plus en plus acides, la survie d'organismes tels que les coraux et les planctons, et in fine, de tous les animaux marins, sont rendus de plus en plus difficiles. Pourtant, outre les menaces que représentent la surpêche et l'exploitation de minerais, nous continuons à creuser dans les sols océaniques pour en tirer des énergies fossiles, qui seront responsables d'encore plus d'émissions de carbone...

Parlons clairement : pour sauver le climat, nous devons absolument cesser de développer les énergies fossiles, et laisser 80% des ressources aujourd'hui connues sous les sols. Et l'urgence des urgences est de préserver les océans de cette exploitation destructrice.

Les mers et océans constituent une réserve majeure de ces fossiles. Un tiers de la production mondiale de pétrole et un quart de celle de gaz proviennent de leur exploitation en mer. Interdire cette exploitation serait donc un premier pas vers le respect de nos engagements climatiques.

*«Pour sauver le climat et sauver
les mers et océans, l'Union
européenne doit interdire toute
nouvelle exploration en mer»*

C'est possible : la France avec la loi Hulot, puis le Danemark, ont interdit l'exploitation des énergies fossiles au large de leurs côtes. D'autres États membres de l'Union européenne, comme l'Italie, suspendent cette exploitation, sans y mettre un terme définitif. Le gouvernement suédois est également en passe d'interdire toute nouvelle prospection et extraction de pétrole, de charbon et de gaz. La Commission elle-même a proposé le 13 octobre 2021 de mettre fin à toute nouvelle exploration en Arctique. Mais cette tendance ne fait pas encore loi.

Au sein même de l'Union européenne, 14 pays continuent d'autoriser l'extraction des fossiles des fonds marins. Il existe aujourd'hui 556 exploitations au large de l'Union européenne, tandis que des entreprises européennes, comme Shell ou Total, continuent à exploiter les énergies fossiles en mer, parfois avec le soutien des organismes publics bancaires ou de crédits à l'export. Entre 2010 et 2019, 43 installations offshore ont été construites dans la mer du Nord, et 10 dans la mer Méditerranée, principalement dans l'Adriatique : c'est 10% du total des installations encore en activité dans l'UE!

Des projets se développent même au cœur de l'Arctique, un espace pourtant fragile et heurté de plein fouet par le dérèglement climatique. Le russe Novatek et le français Total participent ainsi actuellement au financement du projet Arctic LNG 2, qui a pour but d'exploiter les réserves de gaz de certains puits de la péninsule de Gydan, en Sibérie, au mépris des conséquences que cette exploitation fait peser sur les écosystèmes pourtant fragiles.

De nombreuses organisations et citoyen·nes se mobilisent partout en Europe pour faire cesser cette exploitation d'un autre âge : en Grèce, un collectif de femmes lutte contre le développement de plateformes au large de la Crète et des îles ioniennes ; dans toute l'Europe, l'ONG Surfrider a récemment lancé la campagne Drilling is Killing dénonçant les dangers que fait peser cette industrie fossile ; au Parlement européen, 63 eurodéputé·es de 5 groupes politiques ont lancé un appel pour stopper cette pratique.

Pour sauver le climat et sauver les mers et océans, l'Union européenne doit interdire toute nouvelle exploration en mer, prévoir la fermeture des exploitations actuelles, et décider de ne plus soutenir les compagnies qui continuent à investir dans la prospection et l'exploitation pétrolière et gazière autour du globe. Les subventions directes et indirectes doivent cesser. Et les États membres peuvent tout à fait décider d'interdire purement et simplement l'exploitation des énergies fossiles en mer.

Nous ne baisserons pas les bras dans cette bataille littéralement vitale. Alors que la COP26 s'est ouvert ce 31 octobre 2021, les Etats doivent rehausser leurs ambitions et leurs engagements à faire baisser leurs émissions de gaz à effet de serre. Nous appelons donc la Commission européenne ainsi que les États membres de l'Union à s'engager à mettre fin à l'exploitation de gaz et de pétrole en mer, dans les eaux territoriales de l'Union et de la Zone économique européenne de l'Arctique. Il en va de l'avenir de nos océans, et du respect de nos engagements climatiques. Il est temps. Soyons à la hauteur du défi du vivant."

Premières signataires :

- Marie TOUSSAINT**, Eurodéputée écologiste, France
- Surfrider Europe-Claire NOUVIAN**, Fondatrice et présidente de BLOOM, France
- Sabine ROSSET**, Directrice de BLOOM, France
- Anuna DE WEVER**, Activiste pour le Climat, Belgique
- Isabella LÖVIN**, co-présidente de Friends of the Ocean Action, ancienne Vice-Première ministre et ministre du Climat, Suède
- Shaama SANDOYEA**, Activiste pour le climat, Maurice
- Leave it in the Ground Initiative (LINGO)**
- Nathalie van den Broeck**, océanographe, membre du CESE, France
- Elodie Martinie-Cousty**, Vice-Présidente du CESE et Administratrice de France Nature Environnement
- Monica Veerbeek**, Directrice exécutive, Seas at Risk
- Shannon Smith**, Directrice exécutive par interim, FracTracker Alliance
- Antidia Citores**, porte-parole de Surfrider Foundation Europe